Nouvelles cfdt

documents

MARS 1990

Lettre hebdomadaire aux responsables

A L'EST : VERS LA DEMOCRATIE

Certains analystes insistent sur les risques que présente la situation nouvelle à l'Est. Ceux-ci ne sont pas à minimiser, mais il faut souligner les chances pour la démocratie, à l'heure où se produisent des bouleversements souhaités depuis longtemps et où la "déviation totalitaire du mouvement ouvrier" est remise en question.

Faisant un retour en arrière, nous voudrions analyser quelle était la situation politique dans les divers pays, comment celle-ci s'est progressivement ou brutalement modifiée selon les pays et tenter de faire le point sur les problèmes actuellement posés.

D'OU VIENT-ON ?

Parlant du phénomène Ceaucescu, Henri Krasucki écrit : "C'est un phénomène roumain. On peut certes étudier les diverses sources et circonstances qui l'ont rendu possible. Mais c'est en Roumanie qu'il a pris naissance, s'est incrusté..." (Le Monde du 25 janvier 1990). Certes, mais le stalinisme qui, par certains points s'en rapprochait, était un phénomène soviétique ! Comment se fait-il que les régimes communistes permettent l'émergence de tels phénomènes ? Se centrer sur la Roumanie n'est-ce pas regarder l'arbre qui cache la forêt ? Pourquoi assiste-t-on presque partout à l'Est au rejet du communisme qui n'apparaît nullement aux populations comme "globalement positif" ? Pourquoi la plupart des partis au pouvoir changent-ils de nom à l'heure où ils vont devoir affronter les élections libres ? A côté du "totalitarisme débridé" à la Ceaucescu, les pays de l'Est connaissaient un "totalitarisme ordinaire" qu'il convient d'analyser.

. Le "Totalitarisme ordinaire"

Il y a totalitarisme lorsqu'un homme, un groupe, un parti, s'arroge le monopole de représentation de la société tout entière, investit l'Etat et s'efforce de supprimer toute expression autonome au sein de la société.

LE PARTI, SEUL REPRESENTANT DU PEUPLE

L'article 6 de la constitution soviétique, actuellement remis en cause, consacre le rôle dirigeant du parti, défini comme "la force qui dirige et oriente la société soviétique". Le préambule de la constitution de 1977 parle du rôle dirigeant du parti, "avant-garde de tout le peuple". Pourtant, cette même constitution note que "tout le pouvoir en URSS appartient au peuple". La contradiction n'est qu'apparente. Comme l'explique C. Tchernenko, "Le parti et le peuple ne font qu'un". Le parti unique est l'incarnation du peuple.
Par quel moyen le parti joue-t-il son rôle d'avant-garde ? En constituant le "noyau des organisations sociales" (art. 6). Le syndicat, le Komsomo (l'Union de la jeunesse communiste), les organisations coopératives, culturelles, sportives, les unions de créateurs... n'existent que coiffés par le parti. D'ailleurs les seules associations autorisées sont, selon la Constitution, celles qui sont conformes "aux objectifs de l'édification du communisme".

D'où le refus de tout pluralisme. Comme l'écrit Vaclav Havel "Alors que dans son essence la vie tend à la pluralité, à la variété, à l'accomplissement de sa liberté", le système exige, au contraire "monolithisme, uniformité et discipline". Tout ce qui ne va pas dans le sens de la ligne du parti est considéré comme le mal.
Il en résulte un refus absolu des conflits, qu'il s'agisse des grèves ou des oppositions se manifestant de diverses manières. Alors que la démocratie est à la fois contestation et participation, dans la "démocratie populaire" la participation est transformée en un simple rituel à l'occasion des élections où l'on plébiscite les candidats désignés par le parti. Quant à la contestation elle est totalement bannie.
Tels sont du moins les principes. En fait, les mailles du filet qui enserrent la société, mailles plus ou moins serrées selon les époques ou les pays, sont l'espace où se localise une certaine contestation : phénomène de "dissidence" sur le plan politique, grèves sur le plan social. La contestation peut venir d'un lieu où elle n'était pas prévue, du sein même du parti !

QUAND LE PARTI ABSORBE L'ETAT

Force qui dirige et oriente la société soviétique, le parti est "le noyau de son système politique" et des "organisations d'Etat". Il en découle une situation tout à fait particulière. Le bureau politique et le comité central du parti ont l'initiative des lois dont les projets sont ensuite soumis aux députés du soviet suprême. On note même des arrêtés conjoints du comité central du parti et du conseil des ministres. Au plus haut niveau de l'Etat, le chef de l'Etat soviétique n'est-il pas, en même temps, secrétaire général du Parti ?
La fusion parti-Etat empêche toute séparation des pouvoirs comme il en existe dans nos démocraties. Considérons le pouvoir judiciaire. Bien que l'indépendance de la justice soit affirmée dans la Constitution, elle est incompatible avec le rôle dirigeant du parti. Celui-ci assure la direction de l'activité politique des tribunaux, sous différentes formes : formation idéologique, avancement et affectation des juges, contrôle de l'activité des tribunaux, conférences réunissant le personnel judiciaire, dans le but de "renforcer la légalité". Elus pour dix ans, par les soviets correspondant à leurs circonscriptions, les juges voient auparavant leur candidature approuvée par le parti. L'un des débats actuels en URSS porte sur l'indépendance de la justice.
Dans ce débat l'un des points-clés concerne le KGB (Comité de sécurité d'Etat près le conseil des ministres) créé en 1954. La sécurité d'Etat est définie comme un "ensemble de mesures pour la défense de l'Etat et du régime social existant, contre les adversaires du régime à l'intérieur du pays". Un manuel de droit précise qu'il "doit recourir largement à des mesures préventives à l'égard des citoyens soviétiques qui commettent des actes politiquement nuisibles par suite d'immaturité ou de légèreté politiques". Dans les procès politiques le KGB instruit l'affaire et dicte au tribunal sa décision. Jusqu'en 1988 le président du KGB siègeait au bureau politique du parti.

Absorbant l'Etat, le parti va encore plus loin. Comme le souligne Moshe Levin, il a fini par fusionner son appareil avec celui de la bureaucratie d'Etat. Autrement dit il a investi à la fois la sphère politique et la sphère administrative qui, dans ces pays, s'étend à l'ensemble de l'économie. On peut alors se poser la question : cet investissement de la bureaucratie d'Etat ne s'est-il pas réalisé aux dépens du caractère politique du parti, devenu une immense administration, avec tous les défauts inhérents à une telle situation.
Peut-on encore parler de "politique" dans ces conditions ? La politique c'est la réflexion, le débat sur les "fins" de la société et les moyens de parvenir à ces fins. Outre le fait que le parti transformé en administration se contente de gérer, il faut souligner que le caractère "scientifique" de l'idéologie marxiste-léniniste supprime tout débat et toute réflexion sur les fins.

UN POUVOIR FONDE SUR UNE VERITE "SCIENTIFIQUE"

Revenons à l'article 6. "Se fondant sur la doctrine marxiste-léninisme, le parti communiste définit la perspective générale du développement de la société (...) il dirige la grande oeuvre créatrice du peuple soviétique, confère un caractère organisé et scientifiquement fondé à sa lutte pour la victoire du communisme". On notera le caractère "scientifiquement fondé". Le parti détient la vérité ; grâce à la doctrine marxiste-léniniste il a la science du développement du monde. Vaclav Havel parle aussi à ce sujet d'une sorte de "religion séculière" qui propose à l'individu une réponse toute prête à n'importe quelle question. De ceci découlent des conséquences théoriques et pratiques.

Il est question aujourd'hui en URSS d'aller vers un "Etat de droit". Cette notion qui caractérise les démocraties occidentales est issue du libralisme politique. Elle postule qu'au-dessus de l'Etat, il y a le Droit avec un "D majuscule". C'est au nom de ce Droit qu'est fondé le droit à l'insurrection lorsque l'Etat viole les droits de l'Homme ; c'est au nom de ce Droit que l'Etat libéral, face aux actions du mouvement ouvrier a dû accorder des droits sociaux. Dans la mesure où le parti-Etat détient la vérité, il ne saurait admettre une vérité qui le dépasse. Jusqu'alors la notion "d'Etat de droit" n'avait aucun sens dans les pays de l'Est. En venir à cette idée constitue une véritable révolution qui va bien au-delà de la simple modification de l'article 6.

Le parti détenant la vérité, se pose le problème de la liberté d'expression. Comme l'explique un procureur : "Les autorités soviétiques sont indifférentes aux opinions d'un individu, pourvu qu'il les garde pour lui". Pourtant dans la constitution on peut lire : "Les libertés de parole, de la presse, de réunion, de meeting... sont garanties aux citoyens de l'URSS", mais à condition de "renforcer et développer le régime socialiste". Traductions d'un juriste : seule est permise "la libre diffusion d'opinions (...) d'avant-garde, révolutionnaires...". Qui détermine le caractère avant-gardiste sinon le parti ! Traitant de la censure le Polonais K. Pomian écrivait : "Le parti a toujours raison ; s'il lui est arrivé de changer de politique, c'est qu'il est passé d'une position juste à une autre qui l'est encore plus".

De l'impossibilité d'exprimer une opinion est né le "samizdat" (autoédition), moyen de faire connaître des idées, des écrits que le régime proscrit. En URSS le "samizdat" connaît un essor important à partir des années 1970 ; en Pologne à partir de 1977, on peut parler de tout un secteur d'édition qui échappe au Parti. La Glasnost remet aujourd'hui à l'honneur le droit d'expression et même tout récemment le droit de manifestation pour appuyer le pouvoir.

LA PEUR MOTEUR DU SYSTEME

Dans la mesure où le parti connaît la vérité sur le développement futur de la société, pourquoi ne pas aller à marches forcées, vers cette société harmonieuse ? Même si personne n'y croit plus, même si l'idéologie est aujourd'hui un masque, l'un des moteurs pour aller dans ce sens demeure : la peur. Certes, si l'on met à part la Roumanie et la Pologne, au cours de la période qui suit le coup d'Etat de 1981 (dans une mesure moindre), ce n'est plus comme au temps du stalinisme la peur de la torture, du goulag, des procès (encore que sur ce point l'évolution soit très récente). Mais comme le souligne Vaclav Havel, le poids principal de la pression s'est déplacé vers les conditions d'existence : crainte de perdre la possibilité de travailler dans sa spécialité, peur de ne pouvoir poursuivre ses études si on n'adhère pas aux jeunesses communistes... Peur de la nomenklatura, de perdre ses privilèges.
Dans un discours prononcé le 10 septembre 1977, Iouri Andropov dénonçait "les individus coupables d'actes condamnables, dûs à des erreurs politiques ou idéologiques, au fanatisme religieux, à des déviations nationalistes (...), enfin dans une série de cas à l'instabilité psychique des individus. Il énumérait ainsi tous les tenus pour indésirables, dont certains pouvaient justifier de ce fait d'un traitement psychiatrique. Pour nombre de "dissidents" l'internement psychiatrique a fonctionné comme substitut à l'emprisonnement.
En outre le seul fait que la police d'Etat puisse n'importe quand intervenir dans le vie de l'individu "suffit à oter à sa vie une partie de sa spontanéité et de son authenticité, pour devenir une espèce d'hypocrisie permanente" (Vaclav Havel). Le récent scandale survenu dans la Hongrie libéralisée, où la police d'Etat continuait d'espionner les personnalités de l'opposition, montre que les habitudes ne se perdent pas facilement.

. Le "Totalitarisme débridé"

Pour caractériser ce totalitarisme, dont l'émergence a été permise par l'existence du "totalitarisme ordinaire", on pourrait analyser le stalinisme. Jetons plutôt un regard sur la Roumanie de Ceaucescu au cours de ces dernières années. Précisons d'ailleurs que la Roumanie, avant l'instauration du communisme, n'a connu la démocratie que de façon épisodique.

DETOURNEMENT DE POUVOIR ?

Au lendemain de son arrivée au pouvoir en 1965 Ceaucescu doit compter avec deux autres dirigeants politiques qu'il va réussir à éliminer. A partir de 1971, le PC entreprend la reprise en main de la société dans le sens d'une stricte orthodoxie marxiste-léniniste à l'intérieur et d'une ouverture tous azimuts à l'extérieur. Mais c'est surtout face au risque de contamination du modèle polonais que le régime acquiert les caractéristiques qu'il va conserver jusqu'à sa chute. Le culte de la personnalité a dépassé depuis longtemps toutes les bornes. Du parti le pouvoir est passé entre les mains d'une seule famille et d'un chef absolu (conducator). Autour de lui, un appareil hypercentralisé a été mis en place, avec élimination de toute opposition et contrôle, grâce à une savante rotation des cadres. Une nomenklatura servile et corrompue lui doit tout et est prête à tout pour lui être agréable. Même la "légalité socialiste" n'est pas respectée ; c'est le règne des actes secrets. Le pays vit sous une loi martiale camouflée dont l'application est placée sous l'autorité de la "Securitate" police spéciale au service du dictateur. A ce propos une protestation d'anciens dirigeants du parti montre bien que le système a germé sur le terreau du "totalitarisme ordinaire". Ces anciens responsables écrivent en mars 1989 : "La Securitate que nous avions créée pour défendre l'ordre socialiste contre les classes exploitantes, est aujourd'hui dirigée contre les ouvriers qui réclament le respect de leurs droits, contre d'anciens membres du parti et contre d'honnêtes intellectuels".

On peut aussi parler de "communisme xénophobe". L'appel au nationalisme roumain et aux sentiments anti-russes ou anti-hongrois s'allie à un vocabulaire stalinien pour stigmatiser tous ceux qui pourraient être tentés d'imiter l'exemple soviétique (la perestroika). L'ennemi idéologique devient l'ennemi de la patrie.

CONSTRUIRE "L'HOMME NOUVEAU"

Rien n'illustre sans doute mieux le risque de pousser à son terme une certaine idéologie que la politique de reconstruction systèmatique du territoire roumain : la "systématisation", dont les aspects le plus spectaculaires ont été les villages rasés, les villes éventrées, les monuments détruits. L'objectif final est la reconstruction de la société tout entière.
En créant des villages nouveaux, avec immeubles collectifs où toute la population rurale devait être regroupée, Ceaucescu espérait en finir avec une population rurale nombreuse, moins facilement contrôlable, car protégée par ses traditions, la communauté villageoise et sa maison individuelle. Comme l'explique un commentateur, "la systématisation du territoire est l'une des voies par lesquelles les traits de caractère de "l'homme nouveau" seront façonnés, stimulés et mis en valeur", en vue de créer "le peuple unique ouvrier de Roumanie". En quelque sorte, une société sans passé, ni mémoire, sans tradition, ni religion, sans différences ethniques et culturelles, dont les habitants sont livrés au seul bon vouloir des dirigeants. (S. Rosière). La "systématisation" peut être analysée comme la phase ultime de prise de contrôle d'une société par un Etat totalitaire.

Le Conducator roumain a certes emprunté une voie originale, mais qui n'est pas sans rapport avec la voie chinoise souhaitant "amener les villes à la campagne". Les soviétiques ont eux aussi tenté la "prolétarisation" de l'ensemble de la société. La lutte de Staline contre les "Koulaks" (paysans "riches"), la collectivisation à outrance des années 1930, sont une entreprise qui n'est pas sans rapport avec la "systématisation". Mais l'URSS fut dans l'incapacité de la maîtriser. Moshe Levin parle, à ce propos, de la mise en jeu de quantité "d'éléments spontanés et impulsifs", avec un afflux sans précédent, en une décennie, de 27 millions de personnes dans les villes, conduisant à une "ruralisation des centres urbains" nullement prévue par Staline. Il est toujours dangereux de jouer à l'apprenti-sorcier !

LA MARCHE VERS LA DEMOCRATISATION

Si l'on peut appliquer à l'ensemble des pays de l'Est l'analyse du totalitarisme, la Roumanie s'en distinguant seulement par son "totalitarisme débridé", en revanche, la marche vers la démocratisation présente des originalités propres à chaque pays. Nous examinerons l'entrée en jeu des forces issues de la société, les volontés réformatrices de certains partis au pouvoir et divers autre facteurs : pression de Gorbatchev pour la mise à l'écart de certains leaders, explosions populaires encouragées par les évolutions dans les nations voisines.

. Quand la société se libère de l'emprise totalitaire

L'exemple le plus caractéristique est celui de la Pologne où notamment vers la fin des années 1970, le parti doit composer avec les forces sociales.

LA POLOGNE

Dans les frontières héritées de Yalta la Pologne devient, pour la première fois de son histoire un pays "monoreligieux". Le PC polonais, le POUP, se trouve très rapidement affronté à la puissance de l'Eglise catholique et du sentiment religieux (au moins 90% de la population). Au début des années 1950, la tension est à son comble : le cardinal-primat est interné, les évêques soumis à de fortes pressions, la propagande antireligieuse se donne libre cours. Mais au lendemain des événements de Poznan (1956), le début d'un processus de démocratisation entraine une évolution : un modus-vivendi est trouvé avec l'Eglise, y compris sur le problème de l'enseignement facultatif de la religion dans les écoles. Certes d'autres conflits surgissent, mais vers la fin des années 1970, la politique de l'Etat consiste à ménager la hiérarchie, tout en cherchant vainement à en dissocier les fidèles, de façon à affaiblir ce contre-pouvoir. Analysant la situation, K. Pomian constate que par son existence même l'Eglise "empêche le triomphe en Pologne d'un modèle totalitaire, car elle y introduit les éléments d'un pluralisme philosophique, historique, esthétique, linguistique et partant aussi, politique". Il est important d'intégrer cette réalité pour comprendre les rapports établis entre les forces sociales en lutte contre le pouvoir et l'Eglise.

Depuis 1956, la Pologne est le pays de l'Est qui a connu le plus de mouvements grévistes. En juin 1956, suite aux émeutes ouvrières de Poznan, se créent les conseils ouvriers. Les années 1960 sont relativement calmes, mais dès décembre 1970 les mouvements renaissent ; on a ensuite novembre 1972, juin 1976, avec les grèves d'Ursus et Radom. A partir de la répression qui suit s'organisent les forces sociales autour desquelles vont se cristalliser l'opposition au pouvoir. En septembre 1976, pour venir en aide aux travailleurs licenciés ou emprisonnés, un groupe d'intellectuels crée le KOR (Comité de défense des ouvriers). En but aux attaques du pouvoir qui finalement recule, le KOR se transforme en Comité d'auto-défense sociale, réagissant contre la censure, les violations de la légalité, les privilèges de la nomenklatura, l'indigence du système de santé, etc. Il développe une importante activité d'édition, avec notamment le mensuel "Robotnik" (l'ouvrier).

Il apporte aussi son appui au "Comité pour la création de syndicats libres", objet dès le début, en février 1978 d'une répression de la part des autorités. Ce mouvement s'étend cependant sur la côte de la Baltique et en Silésie.

Dans ce climat de fermentation, éclatent en août 1980 les grèves de Gdansk, suivies des accords, point de départ de la création du syndicat "Solidarité". Un peu plus tard se créera "Solidarité rurale". On ne saurait ici retracer les divers événements qui marquent ces dix dernières années ; contentons-nous de préciser quelques caractéristiques de l'évolution de "Solidarité". La volonté d'apolitisme du départ apparaît rapidement impraticable. Lors de son congrès de septembre-octobre 1981, le syndicat se dote d'un programme de transformation du système social, économique et politique. Des intervenants s'interrogent sur la nécessité de prendre le pouvoir ; le thème des élections libres passionne les militants. On ne peut s'étonner de l'apparition de telles revendications, car dans le système du parti-Etat, un syndicat qui se veut libre déborde automatiquement la sphère syndicale. Autour de "Solidarité", se regroupent les aspirations anti-parti et anti-étatiques.

Destabilisé, le POUP est alors pris en main par les militaires. En décembre 1981 le coup d'Etat de Jaruzelski vise à éliminer cette opposition. L'amnistie de septembre 1986 marque la fin d'une période où le pouvoir s'est comporté comme une "citadelle assiégée". Mais en dépit des appels du pied de l'opposition présentée par les leaders de "Solidarité", il faut attendre l'échec du référendum de 1987 et les grèves des jeunes ouvriers durant l'été 1988, pour que le pouvoir se décide à composer avec son opposition. Après la "table-ronde" entre Solidarité et le pouvoir, on note parmi les événements marquants la participation de Solidarité aux élections et finalement au gouvernement.

L'URSS

La "dissendence" en URSS revêt au cours des années les aspects les plus divers. On peut être exilé pour "parasitisme" si l'on n'écrit pas selon les normes officielles ; on peut être condamné pour avoir révélé des atteintes aux libertés ; on peut même tout récemment, en avril 1986, récolter deux ans de prison pour simple diffusion d'ouvrages d'écrivains interdits. Toutefois cette "dissidence" n'avait dans l'opinion soviétique qu'un impact réduit. La création de syndicats libres au début des années 1980 n'avait pas eu non plus d'écho.

Lorsque Gorbatchev décide de lancer la "perestroika", la situation se modifie. Pour appuyer les réformes nécessaires à la relance de l'économie, le secrétaire général a besoin de l'appui d'une partie de l'opinion publique qui doit pouvoir se faire entendre, d'où la "Glasnost". La réforme doit prendre appui sur la société et même sur certains dissidents. La réanimation de la société, la libération de la parole, la réintégration de l'intelligentia dans la sphère du pouvoir, font partie de la médication gorbatchévienne. Les intellectuels ont donc mission de s'exprimer, de remettre en cause certains tabous, mais dans un système où la censure continue d'exister, même si elle est atténuée, c'est à eux qu'il appartient de fixer les limites à leurs audaces. Tâche bien difficile à l'heure où certains sont saisis par le "vertige de la liberté".

Libérer la parole consiste à admettre aussi des expressions contradictoires. A côté de ceux qui appuient les réformes se situent les opposants, qu'il s'agisse des "momies" staliniennes ou de ceux qui par peur de l'occident entendent réveiller les traditions du nationalisme russe.

Réanimer la société consiste aussi à tolérer la multiplication des associations. Les clubs les plus divers surgissent. Selon Claude-Marie Vadrot rien qu'à Moscou on en compterait 3500 début 1989. Cela va des clubs politiques aux clubs de musique rock, en passant par les associations écologiques ou de consommateurs. Cette floraison non prévue n'est pas sans inquiéter les autorités.

Dans certaines Républiques la tolérance ainsi manifestée encourage la revendication nationaliste. Le cas est particulièrement net dans les pays Baltes. En Estonie, un parti indépendantiste est officiellement constitué en août 1988. En Lithuanie, le front populaire qui déborde le parti communiste et qui s'appelle le Sajudis s'appuie sur l'Eglise catholique et milite ouvertement pour une Lithuanie indépendante et démocratique.

En Ukraine, le "Mouvement populaire ukrainien pour la perestroïka" publie en février 1989 une plateforme qui traite d'écologie, de droits de l'homme, du contrôle de la police et des droits nationaux. Le PC ukrainien réagit fort mal. On pourrait parler aussi du Front populaire d'Azerbaïdjan, groupant modérés et extrémistes et, du côté arménien, du comité du Haut Karabakh.

En URSS, les grèves de mineurs de cet été ont marqué le réveil du mouvement social. Les comités de grève créés à cette occasion ont constitué un soutien à la Perestroïka. Les syndicats officiels ont été dans l'incapacité de prendre en compte ce mouvement ; ces syndicats se rangent d'ailleurs du côté des conservateurs, en s'opposant aux innovations de la Perestroïka.

DANS LES AUTRES PAYS DE L'EST

En Tchécoslovaquie

V. Havel explique que le but de la "Charte 77" n'a jamais été d'opposer un programme politique et idéologique à celui du PC. "Les signataires de la Charte ont voulu dire enfin la vérité, suivre la voix de leur propre conscience, vivre en hommes libres, sans plier l'échine". A l'origine de la Charte on trouve des poètes, des peintres, des musiciens, des "citoyens ordinaires". Pour eux, la "vie dans la vérité", par opposition au mensonge officiel, ne se fondait pas forcément sur une réflexion politique, mais sur le primat de la consience morale individuelle, sur l'urgence du civisme. "La tentative de réforme politique n'a pas été la cause du réveil de la société, mais bien sa conséquence finale" (V. Havel). En novembre 1989, douze mouvements constituent un "Forum civique" à l'initiative de V. Havel.

En Hongrie

Après la répression, en novembre 1956, de "la démocratie née dans la rue", selon l'expression de F. Fejtö et la reprise en main par Kadar, seule une infime minorité d'intellectuels maintient l'esprit de protestation par des samizdats. Il faut attendre 1985 pour que des intellectuels communistes et non communistes, mécontents de la gestion de Kadar, se réunissent sous la protection d'un communiste, le réformiste Pozsgay. Ils décident la création d'un organisme autonome, "le forum démocratique" défini au départ comme mouvement de dialogue et non d'opposition. En 1987 l'union des écrivains critique l'incapacité du gouvernement et se donne une nouvelle direction (deux communistes sur 71). Dès la fin de 1988, d'autres partis et mouvements commencent à s'organiser : parti social-démocrate, alliance des démocrates libres, union des jeunesses démocratiques ; ils se situent dans une perspective d'opposition.

Dans le même temps, radios, TV, journaux se libèrent de toute censure. Naissent de nouveaux journaux, de nouvelles maisons d'édition. On assiste à une sorte de 1956 pacifique.

A côté du syndicat officiel qui cherche à prendre ses distances vis à vis du parti, se crée la "ligue démocratique des syndicats indépendants". Elle regroupe au départ enseignants, chercheurs, écrivains, artistes, mais en dépit de sa volonté d'élargissement, a de la peine à sortir du milieu intellectuel.

En RDA

Les quelques rares groupes qui, à la suite des accords d'Helsinki, se proclament défenseurs des droits de l'homme ne trouvent pas d'appui auprès des intellectuels et ne peuvent s'appuyer sur une presse clandestine (samizdat).

Le seul îlot de contestation relative, dans les années 1980, se situe au sein de l'Eglise protestante (évangélique) qui se veut cependant "Eglise dans le socialisme". Le mouvement écologique et pacifiste du début des années 1980 n'aurait pu se développer sans l'aide de l'Eglise qui lui offre un lieu d'accueil (messes hebdomadaires pour la paix). Lorsque le pacifisme s'essoufle la défense des droits de l'homme prend le relais. Suite à la contestation du régime qui s'exprime à partir de l'été 1989 par les départs massifs vers la RDA, le "Nouveau forum" nait à partir de ce mélange de pacifisme-écologisme, défense des droits de l'homme. Le mouvement rappelle les "Verts" de RFA, il mise sur la démocratie directe, d'où sa réticence à se constituer en parti organisé.

En Bulgarie

Ce n'est guère qu'en 1988 qu'on voit apparaître quelques timides mouvements pour la défense de l'environnement ou pour l'appui à la Perestroïka. Quant à la Roumanie, compte tenu du contexte, la dissidence n'y est qu'un phénomène individuel.

. Réformateurs au sein des PC

Si parfois le mouvement de la société contraint le PC à bouger, il arrive aussi que la contestation du "modèle" vienne du sein même du parti. Le cas le plus net est celui de l'URSS.

GORBATCHEVISME

Nous limitant ici aux seuls aspects politiques, bien que ceux-ci aient été induits par la volonté de revivifier l'économie, il convient de souligner que le slogan de "démocratisation" est lancé lors du plenum de janvier 1987. Du fait de l'existence du parti-Etat, cette démocratisation vise en même temps à démocratiser les organes de l'Etat, à leur donner plus de responsabilités et à fournir au parti une nouvelle légitimité par un renouvellement des responsables, mieux en phase avec la population.

Il convient de donner à l'électeur une certaine possibilité de choix. Institué par la loi du 1er décembre 1988, le "congrès des députés du peuple" compte 2250 députés, dont les deux tiers ont été élus en 1989 au suffrage universel, l'autre tiers étant désigné par les organisations officielles (parti, syndicat, etc.). La procédure électorale retenue (pluralité des candidatures, possibilité accordée à des organisations indépendantes du parti de présenter des candidats, élections au scrutin secret a ouvert une concurrence inédite, aussi bien à l'intérieur du parti entre partisans et adversaires des réformes, qu'à l'extérieur, entre le parti et des organisations dont le contrôle lui échappe. Ce fut notamment le cas dans certaines villes importantes, ainsi que dans les Républiques baltes, en Georgie, en Arménie. Bien que l'appareil du parti ait parfois opposé des résistances aux candidatures nouvelles, dans deux tiers des circonscriptions une possibilité de choix a été offerte.

Résultat : lors de la session du congrès s'est constitué un groupe de 393 députés : le groupe interrégional, avec notamment Sakharov et Eltsine qui entend radicaliser et approfondir la perestroïka. A l'opposé les conservateurs groupés autour de Ligatchev sont hostiles aux réformes de Gorbatchev.
Autre novation : des pouvoirs plus étendus sont conférés au soviet suprême. Alors qu'auparavant ce dernier ne siègeait que quelques jours dans l'année, uniquement pour écouter des discours-fleuves, et adopter à l'unanimité les projets présentés, désormais il se réunit plusieurs mois dans l'année, approuve la constitution du gouvernement, débat des projets qu'il amende ou repousse. Il lui manque cependant le droit d'initiative. Les textes présentés par le gouvernement sont toujours approuvés auparavant par le bureau politique et le comité central du parti.

L'élément le plus important et le plus récent réside dans la proposition de modification de l'article 6. Le plenum du comité central du parti qui s'est achevé le 7 février envisage l'abandon du "rôle dirigeant du parti". Cette proposition devra être confirmée par le prochain congrès et par les députés chargés de rédiger la nouvelle constitution. Selon M. Loukianov, le parti renonce seulement à assumer "toute l'autorité de l'Etat" sans cesser pour autant de "participer" à la "direction du pays".

A travers cette formule on accepte l'existence d'autres partis pouvant présenter des candidats aux élections aux divers plans. Sans doute, au niveau de l'URSS, le PC n'apparaît pas pour l'instant en danger, le système mis en place devant servir surtout à écarter un certain nombre d'apparatchiks. Mais au niveau des Républiques une expérimentation est déjà en oeuvre. Dans l'un des foyers les plus explosifs du nationalisme, la Moldavie, un PC réformiste a propsé à toutes les organisations d'opposition une table ronde pour discuter des problèmes. Toutes les organisations ont accepté. Le plenum envisage aussi que l'URSS se dote d'un régime présidentiel dans lequel les "pleins pouvoirs" reviendraient à un président élu selon un mode de suffrage non encore précisé, et à un gouvernement présenté par le président devant le parlement. Moyen parmi d'autres de distinguer fonctionnement du parti et fonctionnement du gouvernement.

Si le PC tend à se distinguer de l'Etat, il refuse en revanche toute rupture politique ou organisationnelle en son sein. D'où la condamnation du PC lithuanien qui s'était récemment déclaré indépendant du PC soviétique, élaborant ses propres statuts et son propre programme.

La Hongrie

Traitant du rôle du parti à la fin du règne de Kadar, M. Molnar note une évolution par rapport à la situation traditionnelle du parti-Etat "Son rôle de "législateur" semble se limiter à l'élaboration des directives principales, sans se confondre avec la mise en forme et l'application des dites directives (...). Tout en restant omnipotent et omniprésent, il ne se mêle pas de tout comme auparavant". Cette évolution n'est cependant pas suffisante pour satisfaire les réformateurs et maintenir Kadar au pouvoir.

Vers 1985-86, une partie de l'élite politique commence à estimer que continuer dans le sens de la réforme économique, sans toucher au pouvoir centralisé, conduit à une impasse. Le bureau politique et le comité central sont de plus en plus divisiés entre conservateurs, réformateurs et centristes. Imre Pozsgay prend la tête du mouvement réformateur, avec pour slogan : "la clef pour résoudre les problèmes économiques est dans les réformes politiques". R. Nyers, mis à l'écart en 1972, lui emboite le pas pour exiger des réformes radicales. L'agitation gagne la province avec pour mot d'ordre la réhabilitation d'Imre Nagy, le "martyr" de 1956. Tout ceci débouche sur le congédiement de Kadar en mai 1988. Il est remplacé au poste de Premier secrétaire par un kadariste gorbatchévien. Pozsgay, Nyers et l'économiste Nemeth entrent au bureau politique. En 1989 le mouvement s'accélère. Le 12 septembre, le gouvernement hongrois décide d'autoriser la masse de citoyens Est-allemands venus en vacances définitives en Hongrie à franchir la frontière autrichienne. Le 7 octobre, le parti communiste (Parti socialiste ouvrier de Hongrie : POSH) se transforme en parti socialiste hongrois (PSH), abandonnant ses attributs léninistes. Sollicités pour se réinscrire les adhérents de l'ancien PC ne se bousculent guère.

C'est un parti amoindri qui tente de se mettre d'accord avec une opposition, elle aussi divisée sur divers sujets : rôle d'un président de la République, date des élections libres et loi électorale, principe d'une nouvelle constitution.

En attendant, dès octobre le parlement modifie la constitution : renoncement au rôle dirigeant du parti, à la notion de "pouvoir des travailleurs", reconnaissance à la fois des "valeurs de la démocratie bourgeoise et du socialisme démocratique". Les milices ouvrières, bras armé du parti sont dissoutes, les cellules du parti sont retirées des lieux de travail. On proclame la séparation des pouvoirs et l'on codifie les droits de l'Homme.

AILLEURS A L'EST

En Tchécoslovaquie les réformateurs du parti ont été éliminés suite à l'écrasement du printemps de Prague en 1968 ; ce n'est qu'à l'occasion des manifestations que Dubcek réapparaît.

En Bulgarie, comme en Allemagne, les réformateurs qui se manifestent après l'élimination des numéros un : Jivkov et Honecker, ne pouvaient guère se faire entendre auparavant, sinon entretenir peut-être de discrets contacts avec Gorbatchev dont l'intervention dans l'élimination des leaders semble avoir été décisive.

Dans son histoire de la Pologne de 1980 à 1989, Mink parle du "paradoxe d'un totalitarisme militarisé" aux ambitions "libérales". Lors du coup d'Etat de décembre 1981 on assiste en quelque sorte à la disparition temporaire du parti au profit des militaires qui, bénéficiant de la confiance de la population, ont mis la main sur le parti. Dans l'esprit des militaires, la phase de répression que l'on veut limitée, dans le temps et en intensité, doit aller de pair avec une phase de réformes permettant de reconquérir certaines couches sociales. Pour mener à bien ces réformes Jaruzelski facilite la montée de dirigeants plus autonomes par rapport au parti, plus jeunes et plus dynamiques. L'exemple type étant le vice-premier ministre Rakowski. Mais l'élan réformateur est freiné par le caractère conservateur de la base sociale du parti. Il faut attendre 1986, avec notamment l'appui de Gorbatchev, pour voir se mettre en place certaines institutions présentées comme la manifestation que l'on s'oriente vers un "Etat de droit".

Dans le même temps la politique d'informations se libéralise, des organisations sociales indépendantes (sauf syndicales) sont légalisées, des clubs politiques d'opposition autorisés. Mais les grèves de 1988, les tensions sociales accrues du fait de la dégringolade de l'économie font disparaître les illusions de ceux qui pensaient par ces réformes règler le problème polonais. En janvier 1989 lors du comité central du POUP Jaruzelski et ses plus proches collaborateurs menacent de démissionner s'ils ne peuvent s'engager plus avant dans la voie des réformes politiques.

La table ronde entre le pouvoir et Solidarité en avril 1989 reconnaît la légalisation de Solidarité et d'autres organisations indépendantes, le droit de fonder dans l'avenir des partis politiques, la possibilité de créer une presse et des éditions indépendantes, l'élargissement de l'autonomie des tribunaux. En contrepartie l'opposition s'engage à participer aux élections partiellement libres qui ont vu la défaite du parti.

A travers les phénomènes déjà étudiés, un élément apparaît central, l'influence de la perestroïka et de Gorbatchev. Mais l'accélération inouies phénomènes est à mettre au compte de deux éléments conjoints sur lesquels nous n'insisterons pas : l'importance des manifestations populaires qui obligent des partis désemparés à aller de concessions en concessions et l'effet de contagion, tout ceci facilité parce que l'on ne craignait plus l'intervention de l'URSS.

CHANCES ET RISQUES

Avant de les examiner, tentons, malgré une situation mouvante, de faire le point sur la situation des PC, les nouveaux pouvoirs, les partis "d'opposition".

. Les PC à la dérive

Dans les diverses démocraties populaires on note des situations voisines de celle observée précédement en Hongrie. Partis communistes contraints d'admettre le multipartisme, le renoncement au rôle dirigeant, les élections libres, la séparation des pouvoirs, la dissolution des milices ouvrières et l'abandon du centralisme démocratique. On note toutefois certaines variantes.

Certains, comme celui de Hongrie, changent de nom. En Pologne le POUP, lors de son congrès de fin janvier s'intitule "La social-démocratie de la République polonaise", au moment même où son aile la plus réformiste fait scission pour créer "l'Union sociale pour la République en Pologne". L'un et l'autre des partis recherchent l'adhésion à l'Internationale socialiste. Globalement l'ex-POUP est en déliquescence, on estime à un peu plus de 2% les intentions de vote en sa faveur.

En RDA on assiste à une dislocation très rapide du SED, devenu le SED-PDS (parti du socialisme démocratique). En décembre, lors de son congrès, il se reconnaissait toujours "socialiste marxiste", mais non plus parti de la classe ouvrière, "parti de toutes les classes et couches de la société", luttant pour un "pluralisme socialiste" et pratiquant lui-même la "démocratie interne". Fin janvier on ne sait plus exactement où il en est. Certains leaders, comme Henghofer, maire de Dresde, l'abandonnent pour rejoindre le nouveau parti social-démocrate. La dissolution du SED est réclamée par plusieurs courants au sein du parti.

Les renseignements sur le PC tchécoslovaque sont assez contradictoires. Pour certains il serait en pleine désintégration. Pour d'autres, son aile réformatrice "le forum démocratique des communistes" pourrait exploiter les effets négatifs immédiats de la réforme économique.

Le PC bulgare est celui qui, pour l'instant est le moins touché. Lors de son congrès, début février, il a admis dans son conseil une douzaine de représentants des réformateurs radicaux, mais semble encore bien tenu en main par des hommes qui se réclament de Gorbatchev. Il a refusé de supprimer ses organisations dans les entreprises. Son nom ne pourrait être changé que par un référendum auprès de l'ensemble des adhérents. Il estime que le socialisme est bon en soi, mais il a été "perverti par des leaders autoritaires" ; il convient de revenir aux sources.

En Roumanie on ne parle plus du PC. Des membres du CFSN ont même proposé un référendum en vue de le mettre "hors la loi" ! Cependant la question se pose sur la nature exacte du CFSN. Certains dirigeants trop compromis avec Ceaucescu ont dû démisionner, mais le mystère demeure concernant ses origines exactes. Certains réflexes de ses dirigeants sont encore marqués par le "totalitarisme". Ainsi Iliescu déclarait fin janvier, face aux manifestants, "Le Front est né au milieu du peuple, c'est une création du peuple et il sert le peuple ; le Front égale le peuple".

Reste le PC Yougoslave. Placé devant une situation de fait, création d'une bonne trentaine de partis ou organisations politiques indépendantes, il admet la liberté d'association politique, abandonne le monopole, mais "dans les limites de la société socialiste démocratique et du modèle fédéral". Ce modèle fédéral est aujourd'hui en question, avec la scission des communistes slovènes qui ont créé "la ligue des communistes, parti du renouveau démocratique". Le parti de Croatie risque de faire bientôt de même. Est non seulement en cause le fédéralisme du PC, mais l'existence de la Fédération de Yougoslavie, affrontée par ailleurs au problème du Kossovo.

. Les nouveaux pouvoirs

Dans tous les pays, le gouvernement au pouvoir a dû composer avec l'opposition, à travers le système de la "table ronde", inaugurée en Pologne. L'intégration des nouveaux partis dans le gouvernement varie selon les pays.

En Pologne, depuis l'été, Solidarité partage la responsabilité du pouvoir. Les communistes conservent la présidence de la République et les deux ministères importants (intérieur et défense) et Solidarité a la plupart des autres ministères, y compris le premier ministre. Mais celui-ci a beaucoup de difficultés à se faire obéir aux échelons inférieurs dans la mesure où il se heurte à la passivité de l'administration restée en place, sinon aux tentatives de sabotage. Solidarité ne compte que deux maires dans le pays et il apparaît de plus en plus nécessaire d'aller vers des élections municipales anticipées réclamées par Lech Walesa. La milice est de fait en grève et laisse voyous et provocateurs agir à leur guise.

En Tchécoslovaquie, après de nombreuses péripéties, le "dissident" Vaclav Havel a été élu président de la République, tandis que l'homme du printemps de Prague, A. Dubcek préside l'Assemblée nationale. Un gouvernement d'union a été constitué et, fin janvier, 120 nouveaux députés sont entrés au Parlement pour remplacer les exclus ou démissionnaires. Le PC n'y dispose plus de la majorité.

En RDA, il faut attendre début février pour que H. Modrow réussisse à former un véritable gouvernement d'union nationale avec l'opposition ; 8 ministres sans portefeuille issus de l'opposition (sauf de la "gauche unie") y siègent désormais. Les communistes sont depuis lors minoritaires (16 sur 35).

En Roumanie, un accord signé le 1er février avec l'opposition institue un conseil provisoire d'union nationale. Il comprend, pour moitié des représentants des partis (3 membres par formation, y compris le CSN), pour moitié des personnalités civiles (jeunes, militaires, intellectuels, paysans ayant joué un rôle dans la révolution) et des représentants des minorités nationales. Le CFSN dispose d'une majorité virtuelle au sein de la nouvelle assemblée, plusieurs formations ayant déjà adhéré officiellement à sa plate-forme politique. En outre lorsqu'on va dans les provinces, il apparaît clairement que le front de salut national occupe la totalité du pouvoir.
Pour les Roumains, le "Front" c'est d'abord la révolution, la chute du dictateur.

Contrairement aux autres pays, la Bulgarie a un gouvernement exclusivement communiste, constitué en février. Même les agrariens, partenaires habituels du PC, ont refusé leur participation craignant de "se suicider politiquement".

. Floraison de partis

Il est bien difficile de faire le point, la situation étant particulièrement mouvante jusqu'à la veille des élections. On peut distinguer divers cas.

Dans les démocraties populaires existaient souvent des petits partis qui à partir de 1948 deviennent de simples satellites du PC. Citons en Bulgarie les agrariens, en Pologne les partis démocrates et paysans, fidèles alliés du POUP, en RDA, quatre petits partis, parmi lesquels : paysan, libéral, CDU-EST.

Ces partis se sont efforcés depuis quelques mois de reprendre une réalité : cas des agrariens en Bulgarie. En RDA, seul le parti libéral a relativement réussi à paraître porteur du changement récent. En Pologne, Solidarité pourtant très réservé vis à vis des démocrates et des paysans a néanmoins, en août, entamé des négociations avec eux.

Autre cas de figure, les pays où, en dépit de la multiplication des partis ou organisations nouvelles, un accord réunit la plupart de ceux-là pour constituer une force capable de remporter les élections. En Hongrie le "comité du 23 octobre" regroupe une vingtaine de groupes d'opposition. Parmi ceux-ci les plus importants sont : le "forum démocratique" désireux de collaborer avec l'ex-PC pour aller vers une transition démocratique, l'Alliance des démocrates, plus radicale que le forum, le mouvement indépendant de la jeunesse, le parti social démocrate. La diversité de ce rassemblement constitué pour s'opposer à certaines décisions gouvernementales permettra-t-elle de constituer une alliance électorale ?

En Tchécoslovaquie, le "Forum civique" regroupant plusieurs organisations se prépare sérieusement aux élections. Les gagnera-t-il ? Cependant chaque jour de nouveaux partis se créent allant des chrétiens démocrates aux "verts" en passant par les "républicains" (extrême droite).

L'opposition bulgare groupée dans "l'Union des forces démocratiques" ne parait pas en mesure d'inquiéter le PC lors des prochaines élections. Quant au regroupement constitué autour de "Solidarité" en Pologne, Lech Walesa estimait récemment qu'il est "temps de mettre les choses en ordre", de préparer une recomposition politique.

Deux pays méritent un examen particulier ; la Roumanie et la RDA.

En Roumanie nous avons déjà parlé du CFSN qui entend se présenter aux élections sous son étiquette. Il a en face de lui trois partis traditionnels 'réssuscités dont il est bien difficile de connaître l'impact sur la population, même s'ils sont en mesure de susciter des manifestations à Bucarest. Le plus important est le parti national paysan qu'on peut situer dans la mouvance de la démocratie chrétienne. Le parti national libéral est le plus ancien parti roumain ; ceux qui l'animent aujourd'hui se situeraient comme les éléments d'une "droite éclairée, industrielle, moderniste et européenne". Enfin le parti social-démocrate. Il ne se fait guère d'illusion. Son président d'honneur, agé de 84 ans estime qu'en Roumanie il est sucidaire de se réclamer du socialisme, même démocratique.

Deux éléments caractérisent la situation de la RDA. Le plus important est l'intervention des partis de RFA venus encourager leurs homologues de l'Est. Le parti social démocrate, récemment créé espère l'emporter avec l'aide du SPD occidental. La CDU de l'ouest a regroupé dans une "Alliance pour l'Allemagne" quatre petits partis : CDU-EST, Renouveau démocratique, Union sociale allemande, Parti du forum allemand. Quant au FDP-ouest, il tente aussi de rassembler un parti libéral nouveau avec l'ancien parti satellite du PC qui depuis quelque temps avait pris ses distances. Ce dernier parti dispose d'une infrastructure, ce qui n'est pas négligeable.

L'autre élément consiste dans le fait que toute cette agitation laisse perplexes les groupes à l'origine du mouvement de contestation : "nouveau forum" et "démocratie maintenant". Peu armés pour la lutte électorale, réticents vis à vis de la réunification, vont-ils constituer un mouvement à l'image des "Verts" allemands ?

Que conclure ?

De ce survol, la première impression qu'on retire est la remise en cause du totalitarisme. Certes, le chemin est encore long qui conduit à un "Etat de droit" ! De multiples lois sont à modifier ou à supprimer dans divers domaines ; des appareils formant l'ossature du système sont à démanteler, la Pologne nous fournit un exemple de la rigidité de ces structures.

Les mentalités doivent aussi évoluer sur divers plans. Un exemple : en Roumanie, début février, des typographes refusent de composer le journal du parti paysan ; soutenant le CFSN, ils estiment que leurs convictions leur interdisent de travailler pour un autre parti ! De nombreux observateurs soulignent l'apathie d'une population, habituée à tout attendre de l'Etat et qui a peur des changements ; c'est là aussi un héritage du totalitarisme.

Va-t-on vers des démocraties à l'occidentale ? Dans un texte de 1978, Vaclav Havel considérait que le parlementarisme, avec son éventail de grands partis politiques pourrait "constituer une solution provisoire favorable qui contribuerait à reconstituer la conscience civique décimée, à renouveler le sens de la discussion politique et à créer un espace pour la consolidation d'une pluralité politique élémentaire". Il était cependant réticent pour en rester là, insistant notamment sur la crise des démocraties occidentales. Les ex-démocraties populaires, débarassées du totalitarisme sauront-elles faire de la démocratie une idée neuve ? Aux blasés que nous sommes, ces citoyens libérés récemment sauront-ils montrer la chance qu'ils ont de vivre en régime démocratique !

Mais il est plus facile de soulever l'enthousiasme, ce fut notamment le cas des jeunes et des intellectuels, pour abattre un régime oppressif, que pour en construire un autre pour lequel il n'existe pas de modèle, toute idée de "modèle" étant d'ailleurs refusée, car on vient d'en subir les conséquences.

Parmi les risques, l'un des principaux tient sans doute à l'impatience d'obtenir des résultats tangibles. Pour une large part, la remise en cause du communisme tient à son échec économique. Dans l'euphorie de la victoire, les peuples attendent de la démocratie naissante qu'elle satisfasse rapidement leur besoin de consommation. Or le passage d'un système de planification centralisé, à un système introduisant une part de marché est autrement plus long à mettre en oeuvre que la mise à mort du système totalitaire. La Hongrie, depuis un certain nombre d'années et l'URSS plus récemment en font l'expérience. Le risque c'est que l'échec sur le plan économique apparaisse comme l'échec de la démocratie. Traitant de la Pologne, A. Michnik soulignait récemment le danger que la résignation actuelle de la population soit exploitée au profit d'un nationalisme populiste, une sorte de "lepènisme" polonais. Encore la Pologne dispose-t-elle d'une société civile ; depuis plusieurs années, des associations diverses existent en dehors du parti. Ce n'est pas le cas en Roumanie où face au parti on n'a qu'une société totalement atomisée.

Face à l'apathie de la population, aux obstacles que dressent les éléments conservateurs hostiles aux réformes, certains réformateurs, pour accélérer les processus se posent parfois la question : ne faut-il pas constituer un pouvoir fort en vue d'imposer les réformes ? Tout dépend ce que l'on appelle "pouvoir fort". Certes un Etat en déliquescence présente des risques. Mais si le pouvoir fort vise à étouffer toutes les oppositions pour avancer plus vite vers le but visé on retombe dans un système voisin de celui qu'on vient d'abattre !

Autre obstacle : l'aversion pour le communisme entraine de la part de certains un rejet global de la politique et par contrecoup du syndicalisme dans la mesure où il n'était qu'une annexe du parti. Conséquence : les gens quittent les syndicats officiels et ne vont nulle part ailleurs. Peut-on faire une démocratie avec des gens démotivés ? D'autant plus que les nouveaux partis font un apprentissage bien difficile. Le contre modèle qui constitue le parti unique risque de conduire à un émiettement, à la multiplication de groupes où l'on se retrouve bien entre soi, mais sans prise sur la réalité.

Enfin le totalitarisme a su jouer, à l'occasion, de l'exploitation de sentiments populaires : antisémitisme ou xénophobie, par exemple, tout en sachant les canaliser en vue du but à atteindre. Aujourd'hui, ces réactions populaires, qui existent, risquent de se manifester de façon beaucoup plus explosive, le couvercle de la marmite ayant sauté. Un seul exemple : suite au rétablissement par le nouveau gouvernement bulgare des droits bafoués de la minorité turque, des manifestations ont éclaté à Sofia pour protester contre cette décision. Nous entrons dans une ère ou risquent de ressurgir les vieux réflexes nationalistes ou ethniques avec une vigueur accrue ; mais ceci est un autre problème qu'il conviendra d'étudier.

le 24 février 1990

QUELQUES LIVRES

Pour compléter sa documentation, on peut lire :

Moshe Levin "la grande mutation soviétique" La Découverte 1989

Claire Marie Vadrot : "Les nouveaux russes" Le Seuil 1989

Vaclav Havel : "Essais politiques" Calmann-Lévy 1989

Georges Mink : "La force ou la raison : la Pologne 1980-89" La Découverte 1989

Pour se tenir au courant de l'évolution soviétique on peut lire le journal : "Les nouvelles de Moscou" édition française.